

Etats-Unis : Les limites du plan de Biden pour « redresser » la politique étrangère

samedi 23 janvier 2021, par [SELFA Lance](#) (Date de rédaction antérieure : 19 janvier 2021).

Pendant la campagne électorale de 2020, le camp Biden n'a pas beaucoup insisté sur la manière dont il allait mener la politique étrangère des Etats-Unis. Mais maintenant que l'administration Biden a accédé au pouvoir, il est important d'évaluer quelle sera sa politique pour soutenir l'empire américain.

Sommaire

- [Biden et la réalité du monde](#)
- [Biden, Trump et l'avenir](#)

Cela est essentiel pour plusieurs raisons. Premièrement, malgré l'arrivée inattendue de Biden au pouvoir avec des majorités démocrates au Congrès (Sénat et Chambre des représentants), ces majorités restent étroites. Celles-ci limiteront ce que l'administration Biden peut accomplir par le biais d'une législation orientée vers les mesures de politique intérieure. Par contre, l'exécutif est beaucoup moins contraint - et plus susceptible d'obtenir ce qu'il veut - dans le domaine des affaires étrangères. Deuxièmement, Joe Biden - en tant que président par deux fois de la commission sénatoriale des relations étrangères et reconnu (même si c'est à tort) dans l'élite de la politique étrangère comme un « expert » - voudra marquer de son empreinte la politique étatsunienne. Troisièmement, le fait de savoir ce que Biden compte faire devrait préparer les socialistes à comprendre ce à quoi nous pourrions être confrontés pendant son mandat.

Le bilan de Biden n'est pas très encourageant. Il a été l'une des figures clés, au cours de la dernière génération, de l'édification de l'ordre néolibéral, tant au niveau national qu'international. Il a été un ardent défenseur et un facilitateur au Congrès de l'intervention américaine dans les Balkans dans les années 1990, de l'invasion de l'Afghanistan en 2001, de l'invasion de l'Irak en 2003 et de la partition de l'Irak en trois États ethno-religieux distincts. Il a été un partisan de longue date, et généralement sans critique, de l'État d'Israël. En tant que vice-président de Barack Obama, il a soutenu une augmentation de la présence militaire en Afghanistan, un coup d'État au Honduras [en 2009] et une intervention en Syrie et en Libye.

En d'autres termes, le bilan belliciste de Biden - souvent aseptisé par une rhétorique « multilatérale » ou « internationaliste libéral » - est à peu près celui d'un démocrate mainstream des dernières décennies. Si nous voulons comprendre ce que cela pourrait signifier pour une administration Biden, nous pouvons commencer par le magazine Foreign Affairs dans lequel presque tous les principaux candidats à la présidence s'adressent à l'élite impériale pour y exposer leur vision dans une année électorale. Les plumes servant Biden n'ont pas déçu, soulignant « Pourquoi l'Amérique doit à nouveau diriger. Sauver la politique étrangère américaine après Trump » (mars/avril 2020).

Dans cet article, Biden fait des promesses : « Je prendrai des mesures immédiates pour renouveler la

démocratie et les alliances américaines, protéger l'avenir économique des États-Unis et faire en sorte que les États-Unis soient de nouveau le leader mondial. »

Sa première idée est de « renouveler la démocratie américaine », afin de restaurer « la force de notre exemple » (ce que l'on appelle souvent le « soft power » américain) dans le monde. Dans ce cadre, il promet un certain nombre de réformes contre la corruption, le blanchiment d'argent au niveau mondial et les attaques de Trump contre les normes démocratiques. Il s'engage à convoquer un sommet pour la démocratie afin de contrer une tendance à l'« autoritarisme » des gouvernements à l'échelle mondiale.

Ensuite, il appelle à une « politique étrangère pour la classe moyenne », où certains de ses programmes intérieurs, tels qu'un salaire minimum de 15 dollars par heure ou un investissement de plusieurs milliards dans les infrastructures américaines, sont proposés comme des questions relevant de la « sécurité nationale ». C'est également là qu'il met l'accent sur le « commerce équitable » et, en particulier, sur une guerre commerciale plus ciblée contre la Chine. Il appelle à une alliance commerciale mondiale (ce qu'il appelle un « front uni ») contre la Chine.

Ces deux étapes l'amènent à la troisième, et la plus importante, composante de son programme, dont le titre est « Retour à la première place ». Il s'agit de la mission du « leadership » étatsunien pour empêcher d'autres puissances d'arracher la domination du monde aux États-Unis ou de laisser l'ordre mondial tomber dans le « chaos ». Pour se mettre dans cette position, les États-Unis vont « mettre fin à jamais aux guerres » (comme celles en Afghanistan), tout en continuant à mener des interventions militaires avec des forces spéciales et des drones, explique Joe Biden. Ils rejoindront des traités, comme l'Accord de Paris sur le climat, et des organisations internationales, comme l'Organisation mondiale de la santé, dont Trump avait retiré les États-Unis [deux décrets présidentiels datant du 20 janvier le confirment]. Ils continueront à fournir un « soutien à toute épreuve » à Israël et à renouveler l'engagement des États-Unis au sein de l'OTAN.

Et dans une réorientation de la rhétorique libérale à des fins géopolitiques, Biden critique les investissements extérieurs en infrastructures de la Chine - c'est-à-dire « la ceinture et la route » [nouvelle Route de la soie - *Belt and Road*] - comme « destructeur du climat ». Aussi vrai que cela puisse être vrai à propos des dépenses à hauteur d'un billion de dollars pour du ciment et de l'acier, Biden et la classe dirigeante américaine sont bien plus préoccupés par le potentiel de « *Belt and Road* » à supplanter les États-Unis comme source « d'aide étrangère » que par la dégradation du climat.

Quoi qu'il en soit, la tentative de Joe Biden de relancer la politique de « pivot vers l'Asie » de son ancien patron Obama, qui consiste à encercler la Chine, est apparente dans ses promesses de renforcer les relations avec les sous-puissances asiatiques telles que le Japon, l'Australie et l'Inde et de relancer l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien [JCPOA] que Trump a démoli.

Un cabinet d'initiés

En résumé, il s'agit plutôt d'une feuille de route pour la restauration du statu quo d'Obama Biden *ante* Trump - un retour, dans la sphère de la politique étrangère, à ce qu'un sociologue de l'Université de Berkeley, Dylan Riley, appelle le « néolibéralisme multiculturel ». Cela se traduit par la nomination d'un groupe homogène de conseillers et d'administrateurs en politique étrangère, dont la plupart sont des responsables de longue date du Parti démocrate en matière de politique étrangère. Nombre d'entre eux étaient des lieutenants de haut rang dans l'administration Obama, et des conseillers de haut rang pour la campagne présidentielle ratée de Hillary Clinton en 2016. Ils sont maintenant promus sous la direction de Biden.

La plupart ne sont pas remarquables et, comme la plupart des membres du cabinet de Biden, ils sont

vendus aux libéraux pour leur diversité raciale, ethnique et de genre afin de camoufler leur politique principale, qui n'est pas celle consistant à « faire chavirer le bateau ». Pour diriger le Département de la Sécurité intérieure, Biden a fait appel à Alejandro Mayorkas, un immigrant cubano-américain et avocat d'entreprise qui a contribué à la mise en œuvre du programme d'action différée pour les arrivées d'enfants (DACA), en 2012, sous l'administration Obama [1]. Pour le ministre de la Défense, Biden a nommé Lloyd Austin, un ancien général afro-américain qui devra recevoir une dérogation du Congrès pour pouvoir accepter ce poste civil si peu de temps après sa retraite militaire. Pour représenter les États-Unis aux Nations unies, Biden a choisi Linda Thomas-Greenfield, une Afro-Américaine *[diplomate, elle fut secrétaire assistante pour les Affaires africaines entre 2013 et 2017]*.

Nombre d'entre eux, dont le plus important est le secrétaire d'État désigné Antony Blinken *[déjà secrétaire d'État adjoint de 2015 à 2017]*, soutiennent l'« intervention humanitaire », autrement dit l'utilisation de la force militaire pour renverser des gouvernements que les États-Unis désignent comme violant des droits de l'homme - une punition jamais envisagée contre des alliés des États-Unis tels que l'Arabie saoudite ou Israël. Avril Haines, sa représentante au poste de directrice du Renseignement national, défend officiellement les agents de la CIA contre les accusations de torture de suspects dans le cadre de la répression post-11-Septembre. Haines, ancienne propriétaire d'une librairie indépendante branchée de Baltimore, a élaboré les justifications juridiques de l'administration Obama pour ses assassinats par drone *[en 2013, Barack Obama la nomme directrice adjointe de l'agence centrale de renseignement : la CIA, de 2015 à 2017, elle est conseillère adjointe à la Sécurité nationale ; Avril Haines a soutenu la nomination par Trump de Gina Haspel, qui s'est refusée à condamner l'usage de la torture, des prisons secrètes, outre son activité liée aux opérations clandestines de la CIA]*.

Ce ne sont là que quelques exemples d'une équipe Biden peut-être diversifiée *[hommes, femmes, Afro-Américains, etc.]* mais politiquement s'inscrivant dans le courant dominant. Ce sont tous des initiés, ayant fait partie de l'establishment de Washington pendant des décennies. Même si les sénateurs républicains parviennent à mettre à mal un ou deux lors de leurs audiences de confirmation, la plupart d'entre eux passeront au travers.

Les libéraux ont eu le mérite de dissuader Joe Biden de nommer Michèle Angélique Flournoy à la tête du ministère de la Défense, en raison de son escroquerie avec une société de lobbying à porte tournante *[pantouflage]*, WestExec, où plusieurs responsables d'Obama ont tiré profit de leur service gouvernemental auprès des fabricants d'armes *[c'est le cas, entre autres, d'Avril Haines]*. Mais même si Flournoy a été mise sur la touche, beaucoup de ses associés et d'autres comme eux trouveront leur chemin dans l'administration Biden. Comme l'a fait remarquer John Feffer, de l'Institute for Policy Studies, dans la publication *Foreign Policy in Focus*, le 2 décembre 2020 :

« Ce n'est pas la version de Trump d'un réseau de vieux garçons, qui était caractérisé par la corruption, le copinage et le népotisme. Biden fait plutôt revenir le jeu plus familier du trafic d'influence, qui est techniquement légal mais moralement suspect. WestExec fait résolument partie de ce monde. Mais alors, à quoi vous attendiez-vous, que Biden nomme des personnes qui ont passé les quatre dernières années à faire du bénévolat pour Habitat for Humanity *[une ONG consacrée à la question du logement]* plutôt que de profiter de leurs relations avec l'élite ? Ce n'est pas comme ça que fonctionne Washington. »

Biden et la réalité du monde

Les premières semaines de l'administration Biden seront consacrées aux batailles d'investiture *[audiences devant le Sénat]* et à des décisions d'ambiance : Biden rejoindra l'Accord de Paris sur le

climat et l'OMS. Il va changer la rhétorique de Trump envers les principaux alliés des États-Unis. Il pourrait même exprimer son soutien à la coopération internationale pour faire face à la pandémie de Covid-19. Mais, comme toujours, ce qu'il fera sera plus important que ce qu'il dira ou la façon dont il le dira. Par exemple, la première promesse concrète qu'il fait dans l'article publié dans *Foreign Affairs* est « d'inverser immédiatement » la politique de séparation des familles de l'administration Trump à la frontière américaine. Mais les examens de « la transition Biden » laisse entendre que cette action pourrait être repoussée de plusieurs mois. Quiconque espère que l'administration Biden prendra des mesures audacieuses et non conventionnelles en faveur des salarié·e·s attendra longtemps.

La grande question est de savoir ce qu'il faut attendre de la « vision » de Biden elle-même. Et ici, nous pouvons dire qu'elle a autant de rapport avec la réalité que sa conviction que les républicains reviendront à la raison et l'aideront à gouverner de manière bipartisane.

Tout d'abord, l'hypothèse selon laquelle le monde attend simplement que les États-Unis reprennent le leadership est un exemple d'orgueil typiquement américain qui est en décalage avec le monde tel qu'il est. De toute évidence, les désastres des guerres en Afghanistan et en Irak ne sont guère des preuves de la clairvoyance du leadership étatsunien. Ces exemples de « leadership étatsunien » ont tué des centaines de milliers de personnes, ont laissé dans leur sillage des États en déliquescence et une crise mondiale des réfugié·e·s, et ont contribué à la montée de l'État islamique (ISIS) au Moyen-Orient. Il n'est donc pas difficile d'imaginer que de nombreux pays disent « non merci » aux assurances de Biden selon lesquelles les États-Unis « sont de retour » et « prêts à diriger ».

Ensuite, la « vision » de Biden saisit mal la répartition de la puissance mondiale aujourd'hui. Le « moment unipolaire » qui a placé les États-Unis comme la puissance incontestée dans le monde après la fin de la guerre froide avec l'URSS n'a duré qu'une vingtaine d'années. Depuis, les catastrophes au Moyen-Orient, la Grande Récession de 2008-09, l'ascension de la Chine au rang de deuxième économie mondiale, et maintenant l'échec catastrophique des États-Unis face à la pandémie de Covid-19 ont rendu archaïque (pour ne pas dire risible) la caractérisation des États-Unis faite par l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright [janvier 1997-janvier 2001 sous Bill Clinton] comme le « pays indispensable » au monde. Comme l'a récemment déclaré Olivier Zajec dans *Le Monde Diplomatique* (édition anglaise, décembre 2020) : « La Chine est maintenant assez forte pour offrir à ses partenaires – qui pourraient vouloir “monter à bord du train express du développement [de la Chine]”, selon les termes de Xi Jinping, si chaleureusement applaudis au Forum économique mondial de Davos en 2017 – un cadre alternatif de socialisation géopolitique et géoéconomique à celui proposé par les États-Unis. »

Quatre années de Trump ont conduit les alliés des États-Unis à chercher leurs propres accords avec la Chine, la Russie et d'autres puissances parce qu'ils ne font pas confiance aux États-Unis. Il n'est pas certain qu'ils vont complètement faire marche arrière maintenant que Joe Biden est à la Maison Blanche. « Cet exceptionnalisme tourné vers l'extérieur échoue à comprendre le fossé grandissant entre le rôle que les États-Unis revendiquent pour eux-mêmes et l'étendue réelle de leur pouvoir », écrit Olivier Zajec. « Presque plus personne n'écoute encore. »

Enfin, la capacité à faire en sorte que tout cela se produise dépend d'un niveau de consensus interne qui n'existe pas. Les conséquences de la prise d'assaut du Capitole par l'extrême droite le 6 janvier ne feront que le confirmer. Cela soulève également la question de la décomposition au sein de la société américaine – que la pandémie a exposée – qui rend tout grand projet, qu'il soit étranger ou national, irréalisable. L'élite des États-Unis, alignée sur Biden, semble vouloir faire disparaître ces problèmes. Mais ils découlent en fin de compte du réalignement du pouvoir économique et politique mondial qui a remanié les relations entre les principales puissances capitalistes.

Biden, Trump et l'avenir

Joe Biden veut établir un contraste marqué avec Trump, mais leurs politiques étrangères partagent des hypothèses similaires, en particulier celle de considérer à l'avenir la Chine comme le principal concurrent des États-Unis, économiquement et militairement. Trump a essayé de faire pression sur la Chine avec ses politiques tarifaires à la noix - des politiques que Biden a déclaré qu'il conserverait. Biden reconditionne la position agressive de Trump contre la Chine avec une rhétorique sur le multilatéralisme (par exemple, le « front uni » avec l'UE) et la politique industrielle (« *Build Back Better* »). Comme chaque président des États-Unis qui s'engage à fournir à l'armée « tout le soutien dont elle a besoin », Biden a déjà laissé entendre qu'il serait prêt à augmenter le budget du Pentagone par rapport aux niveaux déjà obscènes de Trump.

Du point de vue « *soft power* » [pouvoir d'influence] étatsunien, quelle est la différence entre « l'Amérique d'abord » de Trump et « l'Amérique devrait être le leader mondial » de Biden ? Entre « *Make America great again* » et « *America is back* » ?

Trump a compris que l'élite néolibérale ne se préoccupe pas plus du niveau de vie du commun des mortels que d'abstractions comme le « libre-échange » ou la « gouvernance mondiale ». Les politiques des trumpistes peuvent aggraver la situation des travailleurs, mais ils ont identifié un problème que l'élite néolibérale a trop longtemps ignoré.

Sachant que de nombreux membres de l'administration Biden sont des faucons libéraux et qu'ils cherchent à repousser la Chine et la Russie, il est possible que l'administration Biden fasse un faux pas conduisant à une guerre. De plus, comme l'a souligné le journaliste anticapitaliste uruguayen Raúl Zibechi [sur le site *Uninomada Sur*, en date du 17 janvier 2021], l'administration Biden pourrait aussi être plus disposée que Trump à déclencher des « révolutions de couleur » pour s'assurer de l'existence de gouvernements pro-américains en Amérique latine.

Biden adoptera une position moins antagonique face aux alliés américains que ne l'était Trump. Et l'administration parlera plus ouvertement des problèmes mondiaux tels que la pandémie et le changement climatique. Mais on peut se demander si cette administration sera capable d'apporter des changements substantiels dans ces domaines, même si leurs approches néolibérales pourraient fonctionner. Les politiques qui nécessitent un soutien massif du Congrès risquent de ne mener nulle part. Joe Biden aura du mal à rétablir l'accord nucléaire avec l'Iran, d'autant plus qu'Israël et l'Arabie saoudite, les principaux alliés des États-Unis dans la région, saboteront ces efforts. De même, étant donné la façon dont les démocrates ont perdu les élections en Floride du Sud [où résident près de 1,5 million d'exilés cubain] en novembre, Biden se retirera probablement de tout rapprochement avec Cuba.

La fin du règne chaotique de Trump ne changera pas le fait que bon nombre des sources d'« instabilité » mondiale auxquelles Trump était confronté seront présentes face à l'administration Biden. La pandémie continuera à faire des ravages dans le monde entier. Une crise mondiale des réfugiés se poursuivra. Et même si, comme prévu, l'économie mondiale se redresse, elle ne retrouvera pas les niveaux qu'elle a atteints en 2019 ou 2020 avant que la pandémie ne frappe de plein fouet. Avec autant de problèmes et de conflits internationaux potentiels, les « internationalistes » libéraux de l'administration Biden pourraient être tentés d'intervenir d'une manière que l'administration Trump n'aurait pas fait.

Les tâches des anti-impérialistes ne changeront pas avec le changement d'administration. Nous reconnaissons que l'administration Biden présente une façon différente de gérer l'empire américain que celle de Trump. Mais elle diffère davantage dans le style que dans le fond. Nous resterons aux côtés de ceux qui luttent contre la politique impériale des États-Unis, de la Palestine à l'Amérique

centrale, et nous devons résister – en particulier au sein des couches populaires – à toute tentative de déclencher une « guerre froide » contre la Chine.

Lance Selfa

P.-S.

• Article publié par International Socialism Project, le 19 janvier 2021 ; traduction rédaction A l'Encontre du 22 janvier 2021 :
<https://alencontre.org/ameriques/americanord/usa/etats-unis-les-limites-du-plan-de-biden-pour-redresser-la-politique-etrangere.html>

Notes

[1] Les immigrants mineurs entrés illégalement sur le territoire avant l'âge de 16 ans et âgés de moins de 31 ans au 15 juin 2012 sont au bénéfice d'un moratoire de deux ans avant une expulsion et sont admissibles pour un permis de travail. Ils doivent avoir séjourné aux Etats-Unis depuis 2007, selon la décision de 2012. (Réd.)